

Promuigons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 juillet 1952.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, de 26 Juli 1952.

BAUDOUIN.

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,

A.-E. JANSSEN.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

J. PHOLIEN.

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET MINISTÈRE DES FINANCES.

5 AOUT 1952. — Loi portant : a) révision des dispositions exceptionnelles de l'arrêté-loi du 27 février 1947, modifiant les arrêtés royaux des 7 et 8 août 1939 sur les assurances mutuelles maritimes contre les risques de guerre, et b) abattement sur le remboursement des primes pour assurance contre les risques ordinaires et de guerre avancées par la Régie de la Marine pour les bâtiments de pêche évacués en Grande-Bretagne pendant la guerre (1).

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, littéras c et d, de l'arrêté-loi du 27 février 1947, les mots « du ministre du budget » sont supprimés.

Art. 2. Un article 4bis, libellé comme suit, est inséré dans l'arrêté-loi du 27 février 1947 modifiant les arrêtés royaux des 7 et 8 août 1939 sur les assurances mutuelles maritimes contre les risques de guerre :

« Art. 4bis. La valeur d'assurance des navires (corps et machines, y compris les approvisionnements nécessaires à la navigation normale) est fixée comme suit :

» Le conseil d'administration de l'Association d'assurances mutuelles maritimes contre les risques de guerre évalue le coût de la construction en Belgique, en août 1939, d'un navire en tous points identique au navire assuré tel qu'il se comportait à la date où les risques ont pris leur cours.

» Cette évaluation est faite sur avis d'un collège de deux experts, dont l'un est choisi par l'assuré et l'autre est désigné par le ministre ayant l'administration de la marine dans ses attributions, parmi les ingénieurs navals de cette administration. En cas de contestation entre eux, les deux experts s'adjoignent un troisième expert choisi de commun accord ou, à défaut d'accord, désigné par le président du tribunal de première instance d'Anvers.

» Si, dans le délai de trois mois notifié par lettre recommandée, l'assuré n'a pas désigné son expert, le conseil d'administration de l'Association d'assurances mutuelles maritimes demandera, par simple requête, au président du tribunal de première instance d'Anvers, de procéder à cette désignation.

» Le coût de construction fixé tel qu'il est dit ci-dessus, affecté du coefficient de réduction pour vétusté prévu au barème annexé au présent arrêté-loi et augmenté du coût en août 1939 des approvisionnements, donne la valeur intrinsèque d'avant la guerre convenue pour le navire.

(1) Session 1951-1952.

CHAMBRE DER REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Projet de loi et exposé des motifs, n° 14. Séance du 14 novembre 1951. — Rapport, n° 544. Séance du 25 juin 1952.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 9 juillet (p. 5), et 10 juillet 1952 (p. 10). — Adoption. Séance du 15 juillet 1952 (p. 3).

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Rapport, n° 478. Séance du 16 juillet 1952.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 17 juillet 1952 (pp. 1928 et 1931). — Adoption. Séance du 18 juillet 1952 (p. 2041).

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN
EN MINISTERIE VAN FINANCIËN.

5 AUGUSTUS 1952. — Wet houdende : a) herziening van de uitzonderlijke bepalingen van de besluitwet van 27 Februari 1947, houdende wijziging der koninklijke besluiten van 7 en 8 Augustus 1939 over de onderlinge zeeverzekeringen tegen oorlogsriscico, en b) abattement op de terugbetaling van het bedrag der premieën voor verzekering tegen gewoon riscico en oorlogsriscico, voorgeschieden door de Regie van het Zeewezen voor de tijdens de oorlog naar Groot-Brittannië uitgeweken vissersvaartuigen (1).

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1, littera's c en d, van de besluitwet van 27 Februari 1947 worden de woorden « van de minister van het budget » geschrapt.

Art. 2. Een artikel 4bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in de besluitwet van 27 Februari 1947 houdende wijziging der koninklijke besluiten van 7 en 8 Augustus 1939 over de onderlinge zeeverzekeringen tegen oorlogsriscico :

« Art. 4bis. De verzekerde waarde der schepen (casco en machines, daarin begrepen de voorraden die voor de normale vaart nodig zijn) wordt vastgesteld als volgt :

» De raad van beheer van de Vereniging voor onderlinge zeeverzekeringen tegen oorlogsriscico schat de bouwprijs in België, in Augustus 1939, van een vaartuig dat in alle opzichten gelijkwaardig is aan het verzekerd vaartuig, in de toestand zoals dit zich bevond op de datum dat het riscico een aanvang nam.

» Deze schatting geschiedt op advies van een college van twee deskundigen, waarvan één gekozen door de verzekerde en de andere door de minister tot wiens bevoegdheid het bestuur van het zeewezen behoort, onder de scheepsbouwkundige ingenieurs van dit bestuur aangewezen wordt. In geval van betwisting tussen de twee deskundigen nemen deze een derde deskundige bij die in gemeen overleg gekozen of, bij gebrek aan overeenstemming, door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen aangewezen wordt.

» Indien de verzekerde zijn deskundige niet heeft aangesteld binnen de termijn van drie maanden, betekend per aangetekende brief, vraagt de vereniging voor onderlinge zeeverzekeringen tegen oorlogsriscico, bij eenvoudig verzoekschrift aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, om hem aan te wijzen.

» De bouwprijs, vastgesteld zoals hiervoren is gezegd, vermenigvuldigd met de verminderingcoëfficiënt wegens ouderdom bepaald bij de schaal die bij deze besluitwet behoort en vermeerderd met de kostprijs, in Augustus 1939, van de voorraden, geeft de voor het vaartuig overeengekomen vooroorlogse intrinsieke waarde.

(1) Zitting 1951-1952.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp en memorie van toelichting, n° 14. Vergadering van 14 November 1951. — Verslag, n° 544. Vergadering van 25 Juni 1952.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergaderingen van 9 Juli (blz. 5), en 10 Juli 1952 (blz. 10). — Aanneming. Vergadering van 15 Juli 1952 (blz. 3).

SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Verslag, n° 478. Vergadering van 16 Juli 1952.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 17 Juli 1952 (blz. 1928 en 1931). — Aanneming. Vergadering van 18 Juli 1952 (blz. 2041).

» La valeur intrinsèque d'avant guerre, affectée du multiplicateur trois pour renchérissement présumé d'après guerre du coût de la construction et des approvisionnements, forme la valeur d'assurance inscrite dans la police.

» Cette valeur sera adaptée régulièrement, et au moins tous les ans, compte tenu de la vétusté du navire et des modifications de construction qu'il aura subies. »

Art. 3. L'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté-loi est remplacé par la disposition suivante :

« Pour chacun de leurs bâtiments soumis à l'application de l'article 4, les armateurs paieront, pour la période comprise entre la date où les risques ont pris leur cours et la date de la perte totale du bâtiment ou le 31 décembre 1945, une participation exceptionnelle, calculée sur un montant égal à la différence entre les valeurs d'assurance arrêtées dans la nouvelle police et les valeurs successivement assurées sous le régime des polices annulées ou les indemnités garanties par les autorités requérantes en cas de perte totale.

» Cependant, les bâtiments de 30 tonneaux de jauge brute ou moins seront exempts du paiement de toute participation.

» La participation exceptionnelle sera de :

» 1 p. c. l'an pour les bâtiments de plus de 30 à 200 tonneaux de jauge brute;

1,5 p. c. l'an pour les bâtiments de plus de 200 à 400 tonneaux de jauge brute;

2,5 p. c. l'an pour les bâtiments de plus de 400 à 575 tonneaux de jauge brute;

3,5 p. c. l'an pour les bâtiments de plus de 575 à 750 tonneaux de jauge brute;

5 p. c. l'an pour les bâtiments d'une jauge brute supérieure à 750 tonneaux.

» Cependant, pour les bâtiments de plus de 30 à 750 tonneaux de jauge brute, réquisitionnés par l'occupant ou par le corps de la marine belge, la participation exceptionnelle sera calculée, mais uniquement pour la période de la réquisition, sur la base du pourcentage prévu ci-dessus pour la classe de bâtiments immédiatement inférieure à celle à laquelle ils appartiennent. »

Le deuxième alinéa du même article 5 de l'arrêté-loi du 27 février 1947 est abrogé.

Art. 4. L'article 8, deuxième alinéa, du même arrêté-loi est remplacé par la disposition suivante :

« La participation exceptionnelle sera de même calculée sur la différence entre le montant de l'indemnité pour perte totale réduite à laquelle l'armateur sous-assuré aurait eu droit en cas de sinistre et le montant des valeurs assurées sous le régime des polices annulées. »

Art. 5. Les deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième alinéas de la police annexée à l'arrêté-loi du 27 février 1947 sont remplacés par la disposition suivante :

« Valeur d'assurance : francs... (en chiffres et en lettres)...

» Cette valeur d'assurance a été fixée conformément aux dispositions de l'article 4bis de l'arrêté-loi du 27 février 1947.

Le coût estimé de construction en août 1939 du navire (corps et machines) est fixé à... francs. Les approvisionnements nécessaires à la navigation normale sont évalués, valeur en août 1939, à... francs.

» La valeur intrinsèque d'avant guerre est fixée à... francs.

» La valeur d'assurance à la date où les risques ont pris leur cours est fixée à... francs. »

Art. 6. Le n° 13 des conditions particulières de la police annexée à l'arrêté-loi du 27 février 1947 est remplacé par la disposition suivante :

« 13. Il sera perçu pour chaque navire assuré, pour la période comprise entre la date où les risques ont pris leurs cours et la date de la perte totale ou le 31 décembre 1945, une participation exceptionnelle, calculée sur la différence entre la valeur d'assurance fixée comme il est dit ci-dessus et les valeurs successivement assurées par l'association d'assurances mutuelles maritimes contre les risques de guerre sous le régime des polices remplacées ou les indemnités pour perte totale garanties par les autorités requérantes au temps de la réquisition.

» Cette participation exceptionnelle sera de :

» 1 p. c. l'an pour les bâtiments de plus de 30 et jusqu'à 200 tonneaux de jauge brute;

» 1,5 p. c. l'an pour les bâtiments de plus de 200 à 400 tonneaux de jauge brute;

» 2,5 p. c. l'an pour les bâtiments de plus de 400 à 575 tonneaux de jauge brute;

» 3,5 p. c. l'an pour les bâtiments de plus de 575 à 750 tonneaux de jauge brute;

» 5 p. c. l'an pour les bâtiments d'une jauge brute supérieure à 750 tonneaux.

» Cependant, pour les bâtiments de plus de 30 à 750 tonneaux de jauge brute, réquisitionnés par l'occupant ou par le corps de la marine belge, la participation exceptionnelle sera calculée, mais

» De vooroorlogse intrinsieke waarde, vermenigvuldigd wegens vooronderstelde duurere naoorlogse prijsbouw en van de voorraden, vormt de in de polis verkerde waarde.

» Deze waarde wordt regelmatig, en ten minste gepast met inachtneming van de ouderdom van het verbouwingen die het ondergaan heeft. »

Art. 3. Artikel 5, eerste lid, van dezelfde besluitvanging door de volgende bepaling :

« Voor ieder van hun vaartuigen die onder artikel 4 vallen, moeten de reders, voor de periode tot waarop het risico een aanvang heeft genomen en de totaal verlies van het vaartuig of 31 December 1945 derlijke bijdrage betalen, berekend op een bedrag dat het verschil tussen de verzekerde waarden in de vastgesteld en de waarden onder het regime der voren achtereenvolgens verzekerd of de vergoed opeisende overheden in geval van totaal verlies ge-

» Voor de vaartuigen van ten hoogste 30 bruto-tonneaux geen enkele bijdrage betaald worden.

» De uitzonderlijke bijdrage bedraagt :

» 1 t. h. 's jaars voor de vaartuigen van meer met 200 bruto-ton;

» 1,5 t. h. 's jaars voor de vaartuigen van meer met 400 bruto-ton;

» 2,5 t. h. 's jaars voor de vaartuigen van meer met 575 bruto-ton;

» 3,5 t. h. 's jaars voor de vaartuigen van meer met 750 bruto-ton;

5 t. h. 's jaars voor de vaartuigen van meer dan

» Voor de vaartuigen van meer dan 30 en to opgeëist door de bezetter of door het Belgisch n de uitzonderlijke bijdrage nochtans berekend worde voor de duur dezer opeisingen, op basis van het voren vastgesteld voor de klasse van vaartuigen beneden deze tot welke zij behoren. »

Het tweede lid van hetzelfde artikel 5 van de 27 Februari 1947 wordt ingetrokken.

Art. 4. Artikel 8, tweede lid, van dezelfde besluitvanging door de volgende bepaling :

« De uitzonderlijke bijdrage wordt eveneens t verschil tussen het bedrag der verminderde v totaal verlies waarop de te laag verzekerde red ramp zou recht gehad hebben en het bedrag van d het regime der vernietigde polissen verzekerd. »

Art. 5. De tweede, derde, vierde, vijfde en zesde de besluitwet van 27 Februari 1947 behorende p vangen door de volgende bepaling :

« Verzekerde waarde : frank... (in cijfers en

» Deze verzekerde waarde werd vastgesteld ov bepalingen van artikel 4bis van de besluitwet van 2

» De geschatte bouwprijs, in Augustus 1939, (casco en machines) is vastgesteld op... frank. D nodig zijn voor de normale vaart zijn geschat, w tus 1939, op... frank.

De vooroorlogse intrinsieke waarde is vastgeste

» De verzekerde waarde op de datum waaro aanvang heeft genomen, is vastgesteld op... fran

Art. 6. N° 13 van de bijzondere voorwaarde: besluitwet van 27 Februari 1947 behorende polis door de volgende bepaling :

« 13. Voor ieder verzekerd schip wordt voor d de datum waarop het risico een aanvang heeft datum van het totaal verlies of 31 December 194 lijke bijdrage geheven, berekend op het verschil zekerde waarde vastgeste'd zoals hiervoren is ge: den onder het regime der vervangen polissen d voor onderlinge zeeverzekeringen tegen oorlog: volgens verzekerd of de vergoedingen wegens door de opeisende overheden ten tijde van de d deerd werden.

» Deze uitzonderlijke bijdrage bedraagt :

» 1 t. h. 's jaars voor de vaartuigen van me met 200 bruto-ton;

» 1,5 t. h. 's jaars voor de vaartuigen van me met 400 bruto-ton;

» 2,5 t. h. 's jaars voor de vaartuigen van r en met 575 bruto-ton;

» 3,5 t. h. 's jaars voor de vaartuigen van me met 750 bruto-ton;

» 5 t. h. 's jaars voor de vaartuigen van meer d

» Voor de vaartuigen van meer dan 30 en t opgeëist door de bezetter of door het Belgisch m uitzonderlijke bijdrage nochtans berekend wor

aldigd met drie
van de aan-
vermelde verze-

alle jaren, aan-
vaartuig en de

wet wordt ver-

toepassing van
tussen de datum
datum van het
1945, een uitzon-
dat gelijk is aan
de nieuwe polis
vernietigde polis-
ingen door de
garandeerd.
n moet evenwel

er dan 30 tot en

er dan 200 tot en

er dan 400 tot en

er dan 575 tot

750 bruto-ton.

er 750 bruto-ton,
marinekorps, zal
den, echter maar
percentage hier-
gen onmiddellijk

besluitwet van

itwet wordt ver-

berekend op het
goeding wegens
er in geval van
e waarden onder

leden van de bij
olis worden ver-

in letterschrift)...
ereenkomstig de
27 Februari 1947.
van het vaartuig
de voorraden die
aarde in Augus-

eld op... frank.
p het risico een
k. »

a van de bij de
wordt vervangen

de periode tussen.
genomen en de
1945, een uitzonder-
l tussen de ver-
zegd en de waar-
oor de vereniging
risico achtereen-
totaal verlies die
opeising gegaran-

er dan 30 tot en

er dan 200 tot en

neer dan 400 tot

er dan 575 tot en

er dan 750 bruto-ton.

er 750 bruto-ton,
arinekorps, zal de
den, echter maar

uniquement pour la période de la réquisition, sur la base du pourcentage prévu ci-dessus pour la classe de bâtiments immédiatement inférieure à celle à laquelle ils appartiennent. »

Art. 7. Les armateurs des bâtiments de pêche évacués en Grande-Bretagne pour lesquels les primes d'assurance contre les risques ordinaires et de guerre ont été avancées par la régie de la marine sont affranchis du remboursement de ces primes à concurrence de :

75 p. c. lorsqu'il s'agit de bâtiments ne jaugeant pas plus de 50 tonneaux brut;

50 p. c. lorsqu'il s'agit de bâtiments de plus de 50 à 60 tonneaux de jauge brute;

25 p. c. lorsqu'il s'agit de bâtiments jaugeant plus de 60 et jusqu'à 100 tonneaux brut.

Art. 8. Les ristournes éventuelles de participations exceptionnelles ou de primes déjà payées, à faire aux armateurs à la pêche par application des articles 3 et 7 de la présente loi ou de l'arrêté royal qui, en exécution de l'arrêté-loi du 23 octobre 1946, fixera le montant des primes pour l'assurance des accidents du travail, ne seront effectuées qu'après apurement des dettes de ces armateurs, dans les mêmes chefs, envers la Régie de la marine, l'Association d'assurances mutuelles maritimes contre les risques de guerre ou la Caisse commune de la pêche maritime.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 août 1952.

voor de duur dezer opeisingen, op basis van het percentage hiervoor vastgesteld voor de klasse van vaartuigen onmiddellijk beneden deze tot welke zij behoren. »

Art. 7. De reders van de naar Groot-Brittannië uitgeweken visserstvaartuigen waarvoor de premies voor verzekering tegen gewoon risico en oorlogsrisico door de regie van het zeewezen werden voorgeschoten, zijn van de terugbetaling van die premieën vrijgesteld tot een beloop van :

75 t. h. als het vaartuigen betreft die niet meer dan 50 bruto-ton meten;

50 t. h. als het vaartuigen van meer dan 50 tot en met 60 bruto-ton betreft;

25 t. h. als het vaartuigen betreft die meer dan 60 tot 100 bruto-ton meten.

Art. 8. De eventuele teruggaven van uitzonderlijke bijdragen of van reeds gestorte premieën, die ten bate van de reders ter visserij dienen gedaan bij toepassing van artikelen 3 en 7 van deze wet of van het koninklijk besluit dat ter uitvoering van de besluitwet van 23 October 1946 het bedrag der verzekeringspremieën voor arbeidsongevallen zal vaststellen, zullen slechts geschieden na vereffening van de bedragen welke deze reders, uit denzelfden hoofde, aan de Regie van het Zeewezen, de Vereniging voor onderlinge zeeverzekeringen tegen oorlogsrisico of de Gemeenschappelijke Kas voor de zeevisserij verschuldigd zijn.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, 5 Augustus 1952.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre des Communications,

P.-W. SEGERS.

Le Ministre des Finances,

A.-E. JANSSEN.

Vu et scellé du sceau de l'Etat,

Le Ministre de la Justice,

J. PHOLIEN.

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen,

De Minister van Financiën,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,